

Vœu proposé par le groupe écologiste et le groupe socialiste, radical et démocrate

Climat et environnement : le temps de la mobilisation générale est venu

L'été 2018 a enregistré de nombreux records de température en France. Il a également été marqué par des incendies gigantesques en Californie, en Grèce, mais aussi en Suède et en Lettonie, par des inondations puis une canicule au Japon, par des records de chaleur en Arctique et une accélération de la fonte de la calotte glaciaire, par une mousson meurtrière en Inde, par une fragilisation des Alpes en raison de la fonte du permafrost, ...

Dans le même temps, la perte alarmante de la biodiversité et la diminution progressive de l'activité biologique des sols prouvent que le péril qui pèse sur nos écosystèmes est bien réel. Devant ce constat, nous devons agir vite et ensemble : élus, décideurs économiques, acteurs de la société civile et citoyens.

Nicolas Hulot a justifié son départ du gouvernement en considérant qu'il y a une incompatibilité entre notre modèle de développement et l'écologie et que la politique des « petits pas » ne suffit plus.

Quelques jours après cette démission, la Marche pour le Climat a réuni 150 000 personnes dans toute la France, et bien d'autres à travers le monde. Depuis l'appel des 15 000 scientifiques sur l'état alarmant de la planète, jusqu'aux initiatives citoyennes comme l'Appel des Coquelicots demandant l'arrêt de l'utilisation de 140 pesticides, la Marche des Cobayes pour préserver la santé des générations futures, ou encore le Manifeste des 82 économistes pour une nouvelle économie à la fois écologique et sociale, de nombreux cris d'alarme se font entendre et doivent nous pousser à agir.

La semaine dernière, dans un rapport accablant, ce sont les experts du GIEC qui ont estimé que même si les Etats respectent leurs engagements pris à la COP 21, ce qui n'est pour l'instant pas le cas pour la majorité des pays, la planète se réchaufferait de 3° C d'ici à la fin du siècle.

Pour le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le monde fait « *face à une menace existentielle directe* » et au « *plus grand défi* » de l'époque. « *Le changement climatique va plus vite que nous* », relève-t-il. « *Nous avons les outils pour rendre nos actions efficaces, mais nous manquons - même après l'accord de Paris - de leadership et d'ambition pour faire ce que nous devons faire* ».

Les gouvernements ne semblent pas avoir pris la mesure du défi. En France, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté entre 2014 et 2017 alors que le respect de la stratégie nationale bas carbone demande une diminution régulière chaque année pour atteindre le facteur 4 en 2050. Il est urgent de redresser la barre pour que les actes soient en cohérence avec les discours.

Le Conseil régional Centre Val-de-Loire a déjà posé des bases stratégiques :

- Dès 2011, à travers son Plan Climat-Energie Régional annexé au SRADDT, il a défini des objectifs ambitieux en matière de transition énergétique.
- Il a adopté en 2014 son Schéma Régional de Cohérence Ecologique.
- Il a affirmé la transition écologique de l'économie à travers son Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation.
- Il a orienté une part significative des crédits des Contrat Régionaux de Solidarité Territoriale vers la transition écologique dans les territoires.
- Il a élaboré au cours de l'année 2017 une Stratégie Régionale pour l'Alimentation.
- Il a soutenu l'élaboration d'un scénario régionalisé pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2050, ainsi que son pendant agricole, « Afterres 2050 ».
- Il va concrétiser en 2019 la création de l'Agence Régionale pour la Biodiversité.

Considérant que le mode de développement fondé sur les énergies fossiles et fissiles n'est pas soutenable et que le dérèglement climatique à l'œuvre menace les conditions de vie sur Terre,

Considérant l'accélération du dérèglement des écosystèmes, de la pollution de l'air, des sols et de l'eau, et leurs conséquences sur la santé,

Considérant que ces signaux alarmants invitent à amplifier l'action et la mobilisation de tous et à tous les niveaux pour répondre à l'enjeu climatique, priorité absolue,

Considérant que les niveaux régional et local constituent aussi les niveaux opérationnels d'intervention pour la lutte et l'adaptation face au dérèglement climatique,

Le Conseil régional Centre-Val de Loire réuni le 18 octobre 2018 à Orléans, en appelle à la mobilisation générale de tous les acteurs publics, économiques et de la société civile et demande :

- à l'Union Européenne, cadre de coopération indispensable pour la bataille pour le climat, qu'elle puisse se doter d'un budget climat doté de 100 milliards d'euros chaque année, notamment pour soutenir les interventions des régions européennes,
- au gouvernement de fixer des objectifs ambitieux pour une transition énergétique en phase avec l'accélération du dérèglement climatique dans le cadre de la prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), actuellement en discussion,
- que soit enfin mise en œuvre une grande réforme fiscale écologique, sans aucune augmentation de la fiscalité et dans le cadre d'une redistribution, pour que ces objectifs puissent se concrétiser et, dans l'attente, face à l'urgence, que soit très rapidement orientée une part significative de la Contribution Climat-Energie vers les Régions et collectivités locales,
- la création d'un fonds d'urgence pour le climat afin de permettre aux collectivités de mettre œuvre des mesures d'adaptation et ne pas attendre de nouvelles conséquences sur nos activités et notre environnement.

La Région prendra toute sa part dans cette mobilisation générale en :

- organisant dans les meilleurs délais un dialogue structuré entre tous les acteurs en région, pour identifier les actions complémentaires qui pourraient être engagées en Centre-Val de Loire,
- identifiant dans l'ensemble des politiques publiques les moyens de contribuer à cette mobilisation générale : accélération de la transition énergétique, appui à la transition écologique de l'économie, transition vers l'agro-écologie, recherche et éducation, appui sur les acteurs culturels pour accompagner les changements, etc.

Adopté à la majorité

Pour : groupes Socialistes, Radiocaux et Démocrates, Ecologiste, Monsieur Commandeur

Contre : groupe Rassemblement National

Abstention : groupe Union de la Droite et du Centre, Madame Rimbault, Monsieur Cuignache